

Eléments de discours d'Alain Schmitz

Débat d'Orientation Budgétaire - 23 novembre 2012

A l'heure de ce débat d'orientation budgétaire, les incertitudes sont nombreuses et l'inquiétude est de mise pour les Départements. Pour preuve, une réforme a été votée en 2011 visant à clarifier les responsabilités entre collectivités elle est aujourd'hui annoncée comme supprimée sans qu'aucun texte ne le prévoit. Un jour il est question de préserver le Département qui se sent menacé, un autre jour de lui demander de participer à l'effort national de redressement des comptes de la Nation. En résumé, les discours se chevauchent sur les Départements sans qu'à aucun moment nous n'y voyons clair sur leur devenir. La préparation budgétaire se déroule dans des conditions que je juge instables.

A cette inquiétude s'ajoute une réalité, les recettes sont de plus en plus contraintes et soumises aux variations aléatoires des droits de mutations (ex. septembre 2012 et octobre 2012) ce qui rend périlleux tout exercice budgétaire. Si demain, cette recette s'écroule la situation sera grave pour les Départements du fait de la stabilisation voire de la régression des dotations de l'Etat et de notre trop faible autonomie fiscale incapable de compenser un décrochage des DMTO.

Les dépenses quant à elles (elles représentent environ un tiers des dépenses des collectivités locales) progressent en fonctionnement quasi mécaniquement bien que relativement contenues malgré les enjeux. Au plan national elles progressent de 2,6% (en 2010/11) soit de manière équivalente dans les Yvelines sur la même période. En revanche, en investissement elles diminuent de près de 2%; les Yvelines sont sur la même tendance bien que l'enveloppe des investissements soit maintenue afin de soutenir l'activité et que de grosses opérations sont lancées (tramway en grande partie compensé par des recettes et voie nouvelle Montesson-Sartrouville).

Suite aux transferts sociaux, les dépenses de fonctionnement pèsent fortement dans le budget départemental pour 2 raisons : un dynamisme structurel (Crise et démographie) des allocations individuelles (+59% entre 2004 et 2011, environ 40% dans les Yvelines) et des compensations financières de l'Etat qui ne suivent pas. Etant donné que nos dépenses sociales représentent plus de 60% des dépenses réelles des Départements (idem Yvelines), cette évolution impacte notre budget.

A partir du moment où les recettes s'avèrent atones, que les dépenses de fonctionnement restent dynamiques notre marge de manoeuvre se voit limitée. Ainsi notre autofinancement se réduit obligeant une attention sur nos programmes d'investissement.

Pourtant les Départements jouent un rôle essentiel, j'oserais dire indispensable. Rares sont les politiques publiques qui ne nécessitent le concours des Départements. Rares sont les communes qui pour engager des projets d'avenir sur leur territoire n'aient besoin du soutien du Département. Qui pour remplir notre mission d'action sociale d'autant plus nécessaire dans la période de crise que nous traversons ? J'en suis convaincu, le Département est un échelon incontournable de solidarités sociales et territoriales. J'ajoute que nos dépenses sociales sont nécessaires, que notre soutien aux communes tout autant.

Comme toutes les collectivités, le Département par son programme d'investissement contribue directement à la croissance économique et à la compétitivité de nos territoires à laquelle je suis attachée et donc du pays.

Fort de ce constat, j'ai choisi :

- de tabler sur des recettes en léger recul par prudence, que j'ai établi, en liaison avec mon VP finances Maurice Solignac que je remercie, à un niveau de 994 Millions d'€ soit une baisse de 2,6%. Je précise que je ne souhaite pas, conformément à mon engagement augmenté la seule taxe sur le bâti qui nous reste.

- de fixer, de manière maîtrisée (BP 2012, +2,5%), l'augmentation des dépenses de fonctionnement à +2%, soit à 894 millions d'€. Effort obtenu grâce à l'investissement des VP que je remercie vivement pour leur participation, chacun dans leur domaine, à l'effort collectif.

- ceci nous permettant de dégager une marge de manoeuvre à 100M€ avant péréquation. Cette dernière est établie à 14M€ mais là encore des incertitudes demeurent le PLF n'ayant toujours pas arrêté le mode de calcul de la péréquation que nous pouvons voir augmenter plus nettement.

Enfin, nous arrêtons l'enveloppe d'investissements à 350M€ (contre 368M€ en 2012). Enveloppe sur laquelle je serai très attentif afin de faire les ajustements que je jugerais nécessaires selon le sort réservé aux incertitudes évoquées. Cette enveloppe nous

permettra d'honorer nos engagements, mais ne vous cache pas qu'elle est susceptible d'être une variable d'ajustement (au travers d'enveloppes budgétaires assurant un contrôle budgétaire au plus près. Le recours à l'emprunt se fera qu'au regard de l'intérêt de la dépense pour l'avenir. ex. Haut débit.

Bref, ce budget est conforme à notre tradition d'institution responsable aux yeux de nos contributeurs les Yvelinois et qui se traduit par une maîtrise des dépenses, une fiscalité attractive, et des capacités d'investissements d'avenir préservées.

Comme indiqué lors de notre rentrée de septembre, j'entends agir avec efficacité dans nos domaines de prédilection. Aussi chacun de nos services travaille à sa mission avec des moyens alloués à la hauteur de nos objectifs. Par grandes missions cela se traduirait par des augmentations de l'ordre de 1 à 2%.

Aucun secteur n'est soumis à des réductions drastiques, au contraire. En revanche, je serai amené à arbitrer des reports si le besoin s'en fait sentir afin de prendre en compte le contexte que j'évoquai précédemment.

J'insiste pour dire qu'il n'y aura pas d'économies inconsidérées réduisant notre service à l'usager. De la même manière il n'y aura pas de dépenses superflues (folie des grandeurs). Tout l'équilibre budgétaire est dans cette mesure.

Aussi parmi les grandes missions du Conseil général, je serai très engagé sur les dossiers transports (mission A) qu'il est urgent de faire avancer : il s'agit de la TGO, du tramway, de la voie nouvelle Sartrouville Montesson, sur les dossiers économiques de poursuivre la R et D et le développement haut débit mais également, avec la crise, de favoriser la réinsertion des bRSA à l'instar de ce qui s'est fait à Chanteloup en partenariat avec la SNCF (50 cv de bRSA ont été adressés à la SNCF qui recrutait sur une quarantaine de postes, elle a retenu 18 CV qui ont été reçus et x d'entre eux ont été recrutés sur la seule mobilisation du CG); il faut systématiquement rapprocher ces personnes du monde de l'emploi. Si nous ne leur tendons pas la main personne d'autre ne le fera.

Sur les dossiers de solidarité (mission B) la lutte contre la dépendance est une priorité. Cette année seront réalisés de nouvelles places en EPHAD.

Sur la mission des services à la population(C), je continue d'attacher une grande importance aux collèges avec un rythme de construction de 2 collèges par an, de veiller

au soutien de l'université Yvelinoise qui accueille essentiellement des étudiants Yvelinois pour une offre de formation de proximité qui aide les familles et diversifier (cette année la médecine demain l'IEP).

Il s'agira d'un budget mesuré, fait de vigilance et d'action, remplissant nos prérogatives, assumant nos responsabilités, effectuant un travail de qualité au service des Yvelinois.

Seul le prononcé fait foi